

Le 1er juin 2017,

QUESTION ECRITE**à l'attention de Madame la Présidente du Conseil Régional Île-de-France**

Madame la Présidente,

Mathias Depardon, journaliste et photographe de 36 ans vivant à Istanbul depuis 5 ans, a été arrêté le 8 mai dernier, dans le Sud-Est de la Turquie. Confiné dans un centre de rétention, il a fait une grève de la faim pour dénoncer cette détention qui ne repose sur aucun chef d'accusation connu.

Le 19 mai, Reporters Sans Frontières, deux autres organisations de défense de la liberté de la presse et pas moins de 19 rédactions ont adressé une lettre ouverte au Ministre turc de l'Intérieur, Süleyman Soyly, appelant à la libération immédiate de Mathias Depardon. Sans succès.

Le 29 mai s'est constitué un comité de soutien pour adopter un programme d'actions diversifiées destinées à convaincre la Turquie de « revenir au droit et à la raison » et de mettre fin à cette détention arbitraire. Divers organes, associations, personnalités se joignent depuis à cet appel.

Les écologistes sont très attachés à la liberté de la presse, ciment de notre démocratie, et considèrent qu'il est du devoir des institutions de l'importance du Conseil régional d'Île-de-France de témoigner leur volonté de protection des journalistes.

C'est pourquoi, Madame la Présidente, nous vous adressons la présente, par laquelle nous souhaitons, de votre part et de manière officielle, une expression rapide en faveur d'un soutien à la campagne de libération de Mathias Depardon.

Les élu-es du groupe écologiste